



NOUVELLE REVUE

THÉOLOGIQUE

110 N° 4 1988

Le millénaire du baptême de saint Vladimir
(988-1988)

HAMANT Y. ET MARICHAL R., SJ

p. 537 - 554

<https://www.nrt.be/it/articoli/le-millenaire-du-bapteme-de-saint-vladimir-988-1988-218>

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

Le millénaire du baptême de saint Vladimir (988-1988) *

La chronique rapporte qu'un matin de l'an 988, le prince néophyte Vladimir convoqua le peuple de Kiev sur les bords du Dniepr et le fit baptiser par des prêtres byzantins amenés de Crimée. Mille ans d'une histoire mouvementée se sont écoulés depuis. La Kiev de Vladimir était depuis un siècle le centre de gravité de la Rus et, selon le vœu de son conquérant Oleg, « la mère des villes russes » avant d'être la capitale de l'Ukraine. Le baptême de 988 est perçu comme l'événement fondateur par des communautés entre lesquelles les avatars de l'histoire ont fait surgir des divisions parfois profondes. Les traces en sont encore sensibles aujourd'hui, de sorte que le millénaire sera célébré par des chrétiens de confessions différentes, de juridictions différentes, de nationalités différentes.

Ce jubilé peut être pour les chrétiens d'URSS l'occasion d'un approfondissement de leur foi, tandis que les manifestations prévues réveilleront dans l'opinion publique l'intérêt pour une Église trop souvent humiliée. Cependant, elles risqueront aussi de raviver certaines divisions religieuses et nationales, particulièrement dans le cas de communautés chrétiennes éloignées de leur patrie et d'autant plus passionnément attachées à leurs traditions.

Les pages qui suivent voudraient mettre en lumière les enjeux du millénaire et favoriser la participation des catholiques à sa célébration.

I. — Repères historiques

1. *La Rus de Kiev et le christianisme*

Au IX^e siècle, sur un vaste territoire situé à la bordure orientale de l'Europe et peuplé principalement de Slaves, s'est constitué un État ayant Kiev pour capitale. Le pays et sa population prirent le nom de Rus, d'origine scandinave, désignant à l'origine les guerriers et marchands vikings (également appelés Varègues par les Grecs) qui jouèrent un rôle dans l'organisation de cet État.

* Nous avons le plaisir de présenter à nos lecteurs une étude réservée aux *Documents Episcopat* (Bulletin du secrétariat de la conférence épiscopale française) n° 2, janvier 1988.

Du milieu du IX^e siècle au milieu du X^e siècle, le christianisme commença à pénétrer lentement. Il y fut apporté par des missionnaires de diverses origines qui suscitèrent un certain nombre de conversions individuelles, dont celle de la princesse Olga (vers 955). Mais une étape décisive fut franchie lorsque le prince Vladimir demanda à recevoir le baptême et entraîna tout son peuple dans cet acte. Les débats qui peuvent surgir entre historiens sur la date et les circonstances exactes de l'événement n'enlèvent rien à sa réalité.

Toute une série de facteurs contribuèrent à la décision du prince Vladimir. D'abord, il y avait déjà une présence chrétienne à Kiev. Ensuite, il avait, semble-t-il, échoué dans sa tentative d'unification religieuse du pays par la réactivation des cultes païens. Enfin la normalisation de ses relations avec Byzance prévoyait son mariage avec la sœur de l'empereur, union qui ne pouvait être bénie s'il ne se convertissait pas.

Ce furent des missionnaires envoyés par Byzance qui baptisèrent le prince Vladimir et les habitants de Kiev. Le pays entra ainsi dans la sphère d'influence du patriarcat de Constantinople, à une époque où, bien que les liens entre Rome et ce dernier fussent déjà distendus, le monde chrétien était encore uni.

Dès lors, la christianisation fut rapide. Elle était favorisée par l'existence d'une liturgie et d'un bon nombre de textes de l'Écriture et des Pères traduits dans une langue slave, fruit du travail commencé par saint Cyrille et saint Méthode en Moravie (aujourd'hui territoire de la Tchécoslovaquie) et poursuivi en Bulgarie par leurs disciples. Cette langue était distincte de l'idiome parlé dans le pays kiévien, mais elle en était suffisamment proche pour être comprise directement. Elle devait continuer à être employée telle qu'elle s'était fixée à cette époque, avec quelques légères modifications, comme langue d'Église : le slavon ecclésiastique (encore en usage de nos jours dans la liturgie de l'Église orthodoxe russe).

Des incertitudes planent sur la première organisation ecclésiastique dont fut doté l'État kiévien. En revanche, on sait qu'en 1037 Kiev est devenu le siège d'un métropolitain consacrant les évêques et dirigeant toute l'Église du pays. Ce métropolitain était lui-même consacré par le patriarche de Constantinople et c'était, d'ailleurs, souvent un Grec.

Peu après intervint la rupture entre Rome et Constantinople, en 1054. Mais c'est surtout au cours du siècle suivant que les relations religieuses entre l'Église de Kiev et l'Europe occidentale se tendirent **et plus encore après la prise de Constantinople par les Croisés en 1204.**

Au XII^e siècle, l'État kiévien s'affaiblit et se morcela ; ses souverains furent supplantés par les princes de régions périphériques, notamment ceux de Vladimir et Souzdal à l'Est et ceux de Galicie au Sud-Ouest. Il fut détruit au début du siècle suivant par les Mongols qui établirent leur domination sur la plus grande partie du territoire. La ville de Kiev fut dévastée en 1240.

2. Destinée des populations issues de la Rus de Kiev après les invasions mongoles

À la suite des invasions mongoles, les habitants de l'ancien État kiévien se retrouvèrent divisés en plusieurs groupes qui connurent un destin politique et culturel distinct, chacun prenant conscience, plus ou moins tôt, d'une identité nationale propre :

- les populations du Nord et de l'Est, rassemblées sous le pouvoir des princes de Moscou, ont formé la nation russe ;
- celles du Sud et du Sud-Ouest ont donné naissance à la nation ukrainienne ;
- celles de l'Ouest, à la nation biélorusse.

Les circonstances historiques n'ont pas permis à ces deux derniers groupes de former des États indépendants, à l'exception de la Galicie, du début du XIII^e siècle au milieu du XIV^e siècle, avec sa capitale de Lvov (Lviv en ukrainien) qui avait succédé à son centre historique de Galitch (Halytch).

3. La Moscovie, centre de l'Orthodoxie

Par une tenace politique d'acquisitions territoriales, les souverains de Moscou transformèrent peu à peu leur petite principauté en un vaste État tout en conduisant la lutte contre les occupants mongols. L'Orthodoxie fut un ferment d'unité et le métropolite de Kiev transféra son siège à Moscou (en 1328) longtemps avant que ses princes n'eussent affirmé leur suprématie. Les nombreux monastères qui surgirent à travers le pays jouèrent un rôle essentiel dans son développement, non seulement spirituel, mais aussi culturel et même économique. Le plus célèbre est celui fondé par saint Serge (en 1337, aujourd'hui dans la ville de Zagorsk). C'est pour l'église de ce monastère qu'André Roubliov peignit sa célèbre icône de la Trinité.

Dans la deuxième moitié du XV^e siècle, diverses circonstances conférèrent à la Moscovie une signification religieuse nouvelle. D'une part, la ratification par le patriarcat de Constantinople d'une union avec Rome au Concile de Florence (1439), en partie sous la pression **d'événements extérieurs, altéra les relations entre Byzance et**

Moscou, si bien que l'Église moscovite se rendit autocéphale (1448). D'autre part, lorsque Constantinople eut été prise par les Turcs (1453) et que les princes de Moscou se furent affranchis de la domination étrangère en refusant de continuer à payer le tribut aux Mongols (1480), la Moscovie devint le seul État orthodoxe indépendant. Revendiquant l'héritage moral des empereurs byzantins, les souverains purent se considérer comme les seuls protecteurs de l'Orthodoxie et voir dans leur capitale une troisième Rome : la Moscovie était désormais investie d'une nouvelle et grave responsabilité à l'égard de l'ensemble du monde chrétien. Un siècle plus tard (en 1589) le siège de Moscou fut érigé en patriarcat et le patriarche de Constantinople vint lui-même introniser le premier patriarche de Moscou, reconnaissant ainsi la nouvelle dignité de son ancien suffragant.

Au XVII^e siècle, la Moscovie connut une violente crise religieuse. Une réforme liturgique préparée à la hâte, ne reposant pas sur des bases toutes solides et imposée brutalement, rencontra une vive opposition, attisée par le processus de sécularisation de la culture qui avait commencé à se développer à cette époque. Le schisme (*raskol*) des partisans de la *vieille foi* ou *vieux-croyants* détacha de nombreux fidèles de l'Église russe.

4. La période synodale de l'Église russe

En 1720, Pierre le Grand abolit le patriarcat et plaça à la tête de l'Église un organe collectif, le Saint-Synode. La période qui s'ouvrit alors dans l'histoire de l'Église, connue sous le nom de période synodale, est faite de contrastes. D'une part, l'Église se trouva dans une dépendance accrue à l'égard de l'État, la culture se sécularisa pour être presque entièrement inspirée par l'esprit des Lumières, le voltairianisme, puis le positivisme. Mais d'autre part, la vie spirituelle et monastique fut renouvelée, notamment par Païssi Veltichkovski et saint Séraphim de Sarov. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le monastère d'Optino, avec ses « *starets* » très écoutés de plusieurs grands écrivains et penseurs, jeta des ponts entre l'Église et la culture profane. Enfin, l'Église poursuivit son œuvre missionnaire en portant l'Évangile jusqu'en Chine, au Japon et en Alaska.

Le début du XX^e siècle vit une évolution radicale du climat intellectuel général. Une partie de l'élite se détourna du positivisme et l'inspiration religieuse retrouva une place importante dans la vie littéraire et artistique. Un mouvement de réforme se développa au sein de l'Église, spécialement après la Révolution de 1905 et la libération qui

s'ensuivit. C'est ainsi que fut mise en chantier la préparation active d'un concile. Celui-ci put être convoqué après la Révolution de février 1917. Il rétablit le patriarcat et élit patriarche Mgr Tikhon quelques jours après la prise du pouvoir par les bolchéviks.

5. *La persécution du XX^e siècle*

L'un des premiers actes législatifs du gouvernement bolchévik fut la promulgation d'un arrêté sur la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que de l'école et de l'Église (23 janvier 1918). Mais ce texte allait bien plus loin que la simple séparation : il visait, en fait, à mettre hors la loi l'Église, qui ne pouvait plus exister qu'à travers des associations paroissiales *privées de la personnalité civile*, donc du droit de posséder quoi que ce soit. La mise en œuvre de ce décret donna lieu à toutes sortes d'exactions.

Les autorités lancèrent une grande campagne de persécutions entre 1921 et 1924, tandis que la famine sévissait dans le pays. Une lettre secrète de Lénine à ce sujet fait apparaître crûment les intentions des dirigeants bolchéviks :

Il faudra organiser au congrès du Parti une réunion secrète de presque tous les délégués sur cette question, en présence des principaux responsables du GPU¹, du Commissariat à la Justice et du Tribunal révolutionnaire. On y décidera en secret de procéder à la saisie des objets précieux, en particulier dans les monastères et les églises les plus riches, avec une détermination implacable, sans se laisser arrêter par quoi que ce soit et dans les plus brefs délais. Plus nous réussirons à fusiller de membres de la bourgeoisie et du clergé réactionnaires sous ce prétexte, mieux cela vaudra. C'est maintenant qu'il faut donner une leçon à tout ce public pour que, pendant plusieurs décennies, il n'ose même pas penser à la moindre opposition².

Au cours de la seule année 1922, plus de 8.000 prêtres, moines et moniales trouvèrent la mort.

Parallèlement, le pouvoir bolchévik apporta son soutien à plusieurs groupes de prêtres qui profitèrent de la situation pour tenter d'imposer les réformes canoniques extrêmes que le Concile avait refusées (telle la consécration d'évêques mariés) et des innovations liturgiques qu'il n'avait pas eu le temps d'examiner. Ainsi naquirent les groupements schismatiques de l'*Église vivante* et de la *Rénovation de l'Église*. Leurs chefs, prônant la collaboration ouverte avec les bolchéviks,

1. Ancêtre du KGB.

2. *Lettre inédite de V. Lénine aux membres du Politbureau, dans Ecclesia n° 284 (1972) 15-16.*

prétendirent déposer le patriarche et prendre entre leurs mains la direction de l'Église. Après un succès éphémère, leur mouvement échoua finalement, non sans avoir compromis durablement dans l'esprit des fidèles les tentatives d'*aggiornamento*.

Une nouvelle vague de persécutions violentes accompagna la collectivisation, commencée en 1929. Un arrêté fut notamment promulgué cette année-là, qui récapitulait les diverses dispositions réglementaires prises depuis la Révolution en matière religieuse et entérinant toutes les restrictions apportées à la liberté de culte. En particulier, il interdisait expressément toute forme d'action caritative et sociale aux associations religieuses, tout enseignement organisé du catéchisme et toute réunion de croyants en dehors de la stricte célébration du culte. Dans les années qui suivirent, l'Église fut soumise à une destruction physique presque totale. A la veille de la deuxième guerre mondiale, moins d'une centaine d'églises étaient encore ouvertes sur l'ensemble du territoire soviétique ; il ne restait en liberté guère plus de cinq ou six évêques fidèles au trône patriarcal, une centaine ayant été fusillés ou étant morts en déportation depuis la Révolution (l'Église orthodoxe russe comptait 163 évêques en 1914).

Devant l'ampleur de la défaite soviétique après l'invasion du pays par l'armée allemande, Staline, pour s'assurer le concours de l'ensemble de la population dans la lutte contre l'ennemi, décida de composer avec l'Église, qui put rouvrir de nombreux lieux de culte (ils étaient de nouveau 20.000 à 25.000 après la guerre), reconstituer sa hiérarchie et désigner enfin un successeur au Patriarche Tikhon, mort en 1925.

Après la guerre, Staline ne revint pas sur ses concessions, mais il s'efforça de réduire l'activité de l'Église par le biais de pressions administratives. Tandis que la mort de Staline et la politique de déstalinisation furent une période de répit pour la société soviétique, Khrouchtchev lança une nouvelle offensive frontale contre l'Église. En l'espace de trois ou quatre ans, elle vit le nombre de ses églises ramené à environ 7.000-8.000, celui des prêtres autorisés à exercer leur ministère connaissant la même régression. Alors qu'en 1946, elle disposait à nouveau d'une centaine de monastères rouverts sur les territoires libérés de l'occupation allemande, elle n'en eut bientôt plus que dix-sept. Cinq séminaires furent fermés. Elle n'en conserva que trois (à Zagorsk, Leningrad, Odessa) avec ses deux académies de théologie (Zagorsk et Leningrad).

6. Situation actuelle

Depuis la chute de Khrouchtchev, les attaques ouvertes, frontales et massives contre l'Église ont cessé. Elles ont fait place à d'autres méthodes, fondées sur la contrainte administrative, la discrimination, la pression sociale. La législation adoptée en 1929 est toujours en vigueur et elle a même été réactivée en 1975-1977 (après la signature des accords d'Helsinki). Un orthodoxe d'URSS décrivait il y a quelques années la situation des croyants dans son pays comme une « situation d'*apartheid* ». Tout récemment un évêque regrettait que trop souvent les chrétiens fussent considérés comme des « citoyens de seconde zone ».

Cependant, au cours des vingt dernières années, l'attitude générale de la population à l'égard de la religion s'est modifiée. Elle a renoué avec certaines fêtes et coutumes orthodoxes. L'architecture religieuse, les icônes ont été peu à peu réintégrées dans le patrimoine culturel national. Quelques œuvres de penseurs religieux ont même été publiées. Enfin des intellectuels, sans s'affirmer chrétiens, déclarent reconnaître dans le christianisme une source, voire même la source de la morale. Surtout, depuis la campagne antireligieuse de l'époque khrouchtchévienne, de nombreux adultes élevés dans l'athéisme se sont convertis. Si l'on peut discuter de l'ampleur de ce mouvement, il est cependant réel.

Cette évolution a d'ailleurs inquiété les autorités soviétiques qui, de 1979 à 1985, ont publié divers documents appelant à intensifier l'éducation à l'athéisme. Elles les ont également amenées, pendant la même période, à exercer une répression accrue à l'égard des chrétiens luttant pour le respect de la liberté de conscience, diffusant de la littérature religieuse ou organisant des cercles de catéchèse ou d'études bibliques (arrestation d'Alexandre Ogorodnikov, de Vladimir Porech, des Pères Doudko, Yakounine, Pivovarov, etc.).

Cette politique répressive s'est parallèlement accompagnée de quelques gestes à l'égard du patriarcat de Moscou, précisément dans la perspective du millénaire : ainsi les autorités soviétiques ont-elles remis à la disposition de l'Église, en 1983 (contre une forte somme), le monastère Saint-Daniel à Moscou, où a pu s'installer une petite communauté et où elle est en train d'établir la résidence et les services du patriarche.

Depuis le début de l'année 1987, tandis qu'était libérée une partie des croyants emprisonnés pour leurs activités religieuses, ces gestes se sont multipliés. Deux autres couvents ont été restitués à l'Église orthodoxe, ainsi qu'une partie des bâtiments du monastère des

Grottes à Kiev, dont Khrouchtchev avait fait chasser les moines. Il est question de réouvrir deux séminaires fermés sous Khrouchtchev à Kiev et Minsk et d'en fonder un à Novosibirsk. Les *Izvestia* ont publié une longue interview du patriarche Pimène dans leur numéro du 8 avril, la veille de la Pâque orthodoxe. M. Gorbatchev a reçu au Kremlin le patriarche et les membres permanents du Saint Synode le 29 avril. Enfin, l'Église semble avoir été autorisée à modifier son Règlement de telle sorte que la direction des paroisses soit rendue aux prêtres qui en avaient été écartés en 1961 et avaient, depuis, le statut de simples salariés des associations paroissiales, chargés de la seule célébration du culte.

Ce qu'il y a de plus nouveau, c'est que les médias soviétiques accordent une certaine place à l'Église et à la religion et, surtout, sans hostilité ni esprit de dérision. La vie religieuse apparaît aujourd'hui montrable.

Comme l'ont fait ses prédécesseurs, M. Gorbatchev s'efforce d'utiliser les hiérarchies religieuses dans sa politique extérieure. Il n'a d'ailleurs pas caché le profit qu'il comptait tirer de la célébration du millénaire pour l'image de l'URSS à l'étranger. Cependant, de nouvelles considérations semblent intervenir dans la définition de la politique soviétique à l'égard de la religion. Un exposé confidentiel présenté par K. Khartchev, président du Conseil aux affaires religieuses — l'administration civile chargée du contrôle des organisations religieuses — nous éclaire sur l'analyse des responsables soviétiques³. Constatant la persistance de la foi, ils semblent considérer que, dans la mesure où l'activité religieuse ne peut être empêchée, il est préférable de ne pas l'interdire pour pouvoir la contrôler plus aisément. Ils se demandent également comment orienter cette activité dans un sens favorable au parti. Par ailleurs, ils font ouvertement état des services que l'Église pourrait rendre au pays en luttant contre la démoralisation de la société, (conscience professionnelle déclinante, dégradation de la famille, alcoolisme, drogue).

L'avenir dira si, après le ton nouveau adopté par les médias et les gestes consentis à l'égard de l'Église orthodoxe, des changements concrets interviendront dans la vie des croyants. Un point décisif est celui de l'instruction religieuse : les fidèles pourront-ils se procurer librement des ouvrages religieux et l'enseignement du catéchisme et l'organisation de groupes d'études bibliques cesseront-ils d'être des délits ?

3. Cf. *La Croix* du 26 mars 1988.

7. Histoire religieuse de l'Ukraine et de la Biélorussie

Comme il a été indiqué plus haut, par suite des invasions mongoles, les habitants du Sud et de l'Ouest de l'ancien État kiévien — souvent désignés en Occident sous le nom de Ruthènes — devinrent sujets de l'État polono-lituanien, État fédéral multinational et pluriconfessionnel gouverné par des souverains catholiques. Les Ruthènes (futurs Ukrainiens et Biélorusses) orthodoxes y côtoyaient Polonais et Lituaniens catholiques. Les souverains s'efforcèrent d'obtenir, pour l'administration des diocèses ruthènes, la création d'une métropole indépendante de Moscou. Toutefois, jusqu'au milieu du XV^e siècle, l'unité de juridiction entre les orthodoxes de l'État polono-lituanien et ceux de Moscovie fut plusieurs fois reconstituée sous l'autorité du métropolitain résidant à Moscou. Mais lorsque l'Église russe fut devenue autocéphale, une nouvelle métropole orthodoxe rattachée au patriarcat de Constantinople fut définitivement rétablie à Kiev.

Diverses tentatives visant à l'unification confessionnelle du pays aboutirent en 1596 à l'Union de Brest-Litovsk, lorsque la plupart des évêques ruthènes décidèrent d'entrer en communion avec le siège de Rome. C'est ainsi que naquit l'Église gréco-catholique, unie à Rome, mais conservant sa liturgie, son rite, ses traditions. Elle est également appelée *uniats*, terme ressenti par ses fidèles comme péjoratif. Comme c'est surtout en Ukraine qu'elle s'est développée, on parle aussi d'Église catholique ukrainienne de rite oriental. Aujourd'hui, en Union soviétique, elle est simplement désignée par ses membres comme Église catholique ukrainienne.

Tous les orthodoxes de l'État polono-lituanien ne se rallièrent pas à l'Union de Brest-Litovsk. Celle-ci rencontra, notamment, l'opposition de laïcs qui, au sein de confréries, s'efforçaient de promouvoir une réforme orthodoxe faisant pendant à la réforme catholique. Aussi, quelque temps plus tard, dut être restaurée, parallèlement à la hiérarchie gréco-catholique, une hiérarchie orthodoxe avec sa métropole de Kiev. Mais les autorités civiles exercèrent de nombreuses pressions sur les Ruthènes pour les obliger à passer à l'Union, sans cependant reconnaître aux évêques unis les mêmes droits qu'aux évêques catholiques latins.

La situation se renversa dans les territoires ukrainiens qui se rattachèrent à la Moscovie au milieu du XVIII^e siècle et, plus encore, dans ceux qui échurent à l'empire russe à l'issue du démembrement de la Pologne à la fin du XVIII^e siècle. Désormais, ce furent les gréco-catholiques qui eurent à subir des pressions destinées à les ramener à

l'orthodoxie : ce retour fut sanctionné en 1839 par un acte officiel. En revanche, en Galicie, qui revint à l'empire austro-hongrois au terme des partages de la Pologne, les autorités se montrèrent relativement libérales à l'égard de l'Église gréco-catholique, qui s'y épanouit et joua un rôle déterminant dans le développement culturel, politique et social ukrainien.

Après la première guerre mondiale et à la faveur de la révolution russe, une république ukrainienne indépendante se constitua, mais après une existence éphémère, elle fut liquidée par les bolchéviks. L'aspiration à l'indépendance se traduisit sur le plan religieux par la volonté d'une partie du clergé et des fidèles ukrainiens de s'émanciper de l'Église de Moscou, à laquelle la métropole orthodoxe de Kiev avait été rattachée en 1686. Ainsi apparut l'*Église ukrainienne orthodoxe autocéphale*, dans des conditions canoniques contestées par les autres Églises orthodoxes. Les autorités soviétiques la supprimèrent pendant la collectivisation et elle n'a subsisté que dans l'émigration.

Dans le remodelage des frontières de l'Europe centrale et orientale consécutif à la première guerre mondiale, la Galicie fut réintégrée à la Pologne. L'Église gréco-catholique y poursuivit son activité, non sans avoir à résister à des tentatives de latinisation.

Pendant la deuxième guerre mondiale, la Galicie fut successivement occupée par l'Armée rouge (1939), puis par les troupes allemandes (1941), avant d'être définitivement annexée par l'Union soviétique (1944). En 1946, après l'arrestation de son métropolitain, Mgr Slipyj, et de tous ses évêques, l'Église gréco-catholique fut liquidée par le pouvoir soviétique et toute ses paroisses furent rattachées d'office à l'Église orthodoxe. Toutefois, cette Église a subsisté jusqu'à nos jours avec plusieurs évêques et des centaines de prêtres clandestins. Depuis quelques années, certains de ses membres s'efforcent d'obtenir sa légalisation. Un appel en ce sens a notamment été signé le 4 août 1987 par deux évêques et trente-six prêtres, religieux et religieuses sortant de la clandestinité.

La cause des catholiques ukrainiens a été défendue avec vigueur par Mgr Slipyj, qui, après dix-huit ans de détention, fut libéré sous Khrouchtchev en 1963 et autorisé à quitter l'URSS. Il s'établit à Rome, où il fut nommé cardinal. Son œuvre est poursuivie par le Cardinal Lubatchivsky.

Après la deuxième guerre mondiale, le diocèse gréco-catholique de Mukatchevo (Munkacs), apparu en territoire hongrois, puis inclus dans la République tchécoslovaque entre les deux guerres, fut

supprimé dans les mêmes conditions que l'Église de Galicie, à la suite de l'annexion de la région subcarpathique par l'URSS (Ruthènes des Carpathes).

II. - Problèmes posés par la célébration du millénaire

1. Relations entre les nations biélorusse, russe et ukrainienne

Trois nations tirent leurs origines de l'État kiévien : les nations biélorusse, russe et ukrainienne. Nous touchons là à un problème d'une extrême complexité. Après le rattachement de la Biélorussie et de l'Ukraine à la Russie, de nombreux éléments originaires de la Russie moscovite, puis pétersbourgeoise, se mêlèrent à leur population, dont une partie se russifia. Du fait de cette imbrication, le sentiment national a pu se manifester dans ces contrées sous des formes diverses. L'émergence d'une conscience nationale ukrainienne continue à faire l'objet de toutes sortes de controverses qu'il n'est pas possible d'analyser ici, mais qui sont ranimées par la préparation du millénaire.

La manière même de désigner l'événement suscite des polémiques. À l'époque du prince Vladimir, le pays était appelé *Rus* (on prononce Rouss). Alors, le nom d'*Oukraïna* (Ukraine) n'existait pas comme nom propre et il ne s'est imposé que beaucoup plus tard. Quant au nom de *Rossia*, il n'est apparu dans les textes russes anciens qu'au XVI^e siècle, et pour désigner la seule Moscovie. Le nom français de *Russie* est équivoque. Bien qu'il soit, à l'origine, une adaptation de *Rus*, il est plutôt employé de nos jours comme la traduction de *Rossia*. Si l'on considère que *Russie* ne peut s'appliquer qu'à la *Russie* moscovite ou pétersbourgeoise, on est en droit de relever un anachronisme dans la formule *baptême de la Russie*. D'un tel point de vue, il ne paraît pas plus justifié de parler de *baptême de l'Ukraine*.

Pour éviter ces équivoques, les historiens et le Saint-Siège recourent en français au terme de *Rus*.

Ces distinctions peuvent paraître d'une excessive subtilité, mais il faut comprendre le souci manifesté par une partie des Ukrainiens de se voir reconnaître en tant que nation à part entière avec ses traditions et sa culture propres, distinctes de celles de la Russie. Beaucoup d'entre eux se considèrent, ainsi que l'a écrit l'historien et homme politique M. Hruchevsky, comme un peuple auquel on a même volé son nom.

2. *Relations œcuméniques*

La question des Églises catholiques de rite oriental constitue un des obstacles majeurs au développement du dialogue entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe. Les orthodoxes voient en général dans les Églises orientales unies à Rome comme un défi, l'expression d'une volonté catholique d'absorber l'orthodoxie en la vidant de sa substance. Pour eux, l'« uniatisme » serait la conséquence d'une ecclésiologie qui ne ferait pas pleinement droit au mystère de l'Église présent en chaque Église locale.

Ils regardent les Églises catholiques de rite oriental comme des parties intégrantes d'Églises orthodoxes locales dont elles ont été détachées de force. C'est pourquoi ils considèrent qu'elles doivent retourner à l'orthodoxie.

Du point de vue catholique, les Églises orientales unies sont les témoins d'une catholicité effective, non réduite à la latinité, dans le respect des légitimes diversités de cultures et de rites, sans pour autant que l'« uniatisme » soit regardé comme une situation entièrement satisfaisante dans le passé ni comme une solution pour aujourd'hui.

Les gestes posés par Jean-Paul II, après son élection, à l'égard du cardinal Slipyj et des catholiques ukrainiens, gestes qui se voulaient avant tout une manifestation de solidarité envers des chrétiens persécutés, ont, en particulier, provoqué le raidissement du patriarcat de Moscou. Certains de ses représentants désignent aujourd'hui le soutien apporté par le Vatican à l'Église gréco-catholique comme le principal obstacle à un éventuel voyage du Pape en URSS à l'occasion du millénaire.

Cependant, après sept ans d'interruption, les conversations théologiques entre représentants de l'Église orthodoxe russe et de l'Église catholique romaine viennent de reprendre : ainsi la VI^e rencontre s'est tenue à Venise en octobre 1987.

Par ailleurs, le cardinal Lubatchivsky, au nom de l'Église gréco-catholique, a lancé de Rome, le 7 novembre 1987, un appel à la réconciliation :

Marchant dans les pas de l'Esprit du Christ, nous tendons la main du pardon, de la réconciliation et de l'amour au peuple russe et au patriarcat de Moscou. Comme dans notre réconciliation avec le peuple polonais, nous répétons les paroles du Christ : « Pardonnez comme nous pardonnons. » (*Mt 6, 12*). Nous sommes tous frères en Christ. Respectons-nous les uns les autres. Apprenons à vivre ensemble, conscients que nous unit la même foi en notre Sauveur »⁴.

4. Cardinal LUBATCHIVSKY, *Allocution pour le 40^e anniversaire de la fondation de « L'aide à l'Église en détresse »* (Rome, 7 nov. 1987), dans *DC 85* (1988) 227.

En URSS, plusieurs laïcs orthodoxes représentatifs de cercles que leur activité religieuse expose particulièrement à la répression ont, pour leur part, affirmé de diverses manières leur solidarité envers la communauté gréco-catholique.

3. *Relations interorthodoxes*

En Union soviétique, tous les orthodoxes (à l'exception de ceux de Géorgie) appartiennent à la juridiction du patriarcat de Moscou. Dans l'émigration, la situation est beaucoup plus complexe. Les orthodoxes russes de la diaspora se rattachent soit au patriarcat de Constantinople, soit au patriarcat de Moscou, soit au Synode d'évêques russes hors frontières. Ce dernier considère qu'il représente la continuité de l'Église russe dans la mesure où la hiérarchie du patriarcat de Moscou est soumise à un pouvoir athée. Aussi le Synode des évêques russes hors frontières et le patriarcat de Moscou n'entretiennent-ils pas de relations. L'Église hors frontières n'est pas non plus en pleine communion canonique avec les autres Églises orthodoxes. En ce qui concerne les paroisses orthodoxes ukrainiennes de l'émigration, la plupart d'entre elles se rattachent à l'Église orthodoxe ukrainienne autocéphale, qui n'est pas reconnue par les autres Églises orthodoxes.

Il est à noter que l'encyclique publiée par le patriarche Pimène de Moscou sur la préparation du millénaire invite l'Église russe hors frontières et l'Église autocéphale ukrainienne à rétablir leurs liens canoniques avec le patriarcat de Moscou. Par ailleurs, des orthodoxes du patriarcat de Constantinople et de l'Église hors frontières s'associeraient pour ce jubilé à des célébrations liturgiques communes.

En France, la majorité des paroisses orthodoxes russes dépendent du patriarcat de Constantinople, mais quelques-unes appartiennent au patriarcat de Moscou ou à l'Église hors frontières ; l'Église autocéphale ukrainienne n'a que trois paroisses.

4. *La célébration du millénaire en URSS*

La hiérarchie orthodoxe russe assume une tâche très difficile et la latitude dont elle bénéficie pour organiser la commémoration du millénaire est extrêmement réduite. Elle doit le faire sous le contrôle total des autorités civiles qui s'efforcent d'utiliser de semblables manifestations à leurs propres fins. En particulier, elles mettent toujours à profit la présence de délégations étrangères, d'une part pour faire passer certains messages de politique étrangère, d'autre part pour faire apparaître la situation des croyants sous le meilleur jour. Tout

est généralement mis en œuvre pour que les hôtes étrangers n'aient que des contacts officiels et contrôlés et il ne leur est pas toujours possible d'éviter de se faire récupérer d'une manière ou d'une autre, d'autant plus que les autorités ont sur place la maîtrise absolue des moyens de communication, et souvent de la traduction, rares étant les délégations qui peuvent se faire accompagner de leur propre interprète.

III. - Les chrétiens d'Occident et le millénaire

Les chrétiens d'Occident ne peuvent manquer de participer à la commémoration du baptême de saint Vladimir, non seulement pour s'associer à une fête célébrée par leurs frères de l'Est ou originaires de l'Est, mais aussi parce qu'il s'agit d'un événement qui a marqué l'histoire du monde chrétien. Il convient donc d'envisager dans quel esprit ils peuvent s'y préparer et d'examiner les initiatives qui mériteraient éventuellement d'être encouragées.

1. *« Mille ans de sainteté et de martyre sans lesquels le monde chrétien ne serait pas ce qu'il est »*

Cette phrase du message de Noël 1987 du métropolite Mélélios, président du Comité orthodoxe interépiscopal de France, indique peut-être l'axe essentiel autour duquel peut s'ordonner la célébration de ce millénaire. Cette commémoration invite les chrétiens d'Occident à réfléchir à la signification du baptême de saint Vladimir et à ce qu'il a apporté, à découvrir les mille ans de christianisme qui ont suivi et, enfin, à approfondir leur connaissance d'une tradition spirituelle dont ils ne retiennent parfois que des aspects extérieurs en y faisant éventuellement des emprunts pas toujours entièrement compris.

Dans l'évocation de ces mille ans de christianisme, il n'est évidemment pas possible de taire les persécutions du XX^e siècle. Il ne s'agit pas là de céder à quelque arrière-pensée politique, mais, par leur ampleur, leur brutalité, leur proximité dans le temps, elles revêtent une signification toute particulière pour les chrétiens d'aujourd'hui. Le témoignage de ceux qui ont souffert et souffrent pour le nom du Christ est constitutif de l'Église elle-même. C'est ce que manifestaient avec tant de force les premiers chrétiens, qui célébraient l'Eucharistie directement sur les tombeaux des martyrs.

2. *Un événement spirituel*

Le millénaire donnera naturellement lieu à des manifestations solennelles, mais des voix se sont déjà élevées, notamment en URSS,

pour exprimer la crainte que l'on s'en tienne à cela et que cet anniversaire reste ainsi sans lendemain. Combien plus fructueux serait-il s'il pouvait être vécu comme un moment privilégié de prière, d'autant plus que Jean-Paul II l'a proposé comme un des thèmes de l'Année mariale !

Par ailleurs, il est naturel qu'en Occident les différentes communautés issues du baptême de Vladimir organisent chacune leur propre commémoration de l'événement. En France, ce sera le cas des orthodoxes russes et des catholiques ukrainiens de rite oriental. Mais il est également souhaitable que, là où c'est possible, aient lieu des célébrations communes réunissant, autour des chrétiens de tradition occidentale, des orthodoxes russes de différentes juridictions, des orthodoxes ukrainiens, des catholiques ukrainiens et biélorusses de rite oriental. De tels gestes rappelleront que, à l'époque du baptême de Vladimir, les chrétiens n'étaient pas séparés.

3. *Un climat de compréhension mutuelle*

En effet, sans prétendre mettre fin à des divisions séculaires qui ont laissé des plaies profondes et sans paraître minimiser les problèmes doctrinaux, les chrétiens d'Occident peuvent sans doute favoriser un climat de compréhension mutuelle entre les différentes communautés qui se réclament de la postérité de saint Vladimir.

Il est important, dans les publications consacrées à l'événement, de tenir compte de la diversité des points de vue et des sensibilités pour éviter de blesser involontairement les représentants de telle ou telle communauté. En particulier, il est souhaitable de ne pas utiliser, pour désigner le millénaire lui-même, une appellation qui semble négliger l'une des communautés. C'est pourquoi ont été proposées des formules telles que : baptême de saint Vladimir, baptême des Slaves orientaux, baptême de la Rus.

4. *La question de l'Union de Brest-Litovsk*

Il est souhaitable que le millénaire, au lieu de raviver les tensions autour de la question de l'Union de Brest-Litovsk, soit saisi comme l'occasion d'un dialogue aussi dépassionné que possible. Les catholiques pourront s'interroger sur les intentions et les méthodes des promoteurs de l'Union. Ces derniers reconnaissaient-ils vraiment la richesse et la spécificité de l'héritage orthodoxe ? N'étaient-ils pas tentés de voir dans l'Union un simple moyen d'assimilation, une étape intermédiaire sur la voie d'une totale latinisation ?

Les orthodoxes comprendront peut-être mieux l'Union en la replaçant dans le contexte historique. Alors venait d'être formulé en Allemagne, à la suite des guerres de religions, le principe selon lequel les sujets devaient être de la confession de leur prince (*cujus regio, ejus religio*). L'État moscovite et l'État polono-lituanien constituaient deux puissances rivales qui se faisaient régulièrement la guerre. Les souverains du premier se considéraient comme les protecteurs de tous les fidèles orthodoxes, ceux du second étaient catholiques. Les sujets du premier étaient tous orthodoxes, ceux du second se partageaient entre les deux confessions. Enfin, faut-il s'interdire de penser que, si les facteurs politiques ont été très importants, voire déterminants, un souci sincère d'unité a pu également se manifester sur lequel on ne peut projeter, sans anachronisme, une mentalité du XX^e siècle ?

Quelque jugement que l'on porte sur l'Union de Brest-Litovsk, l'Église gréco-catholique a résisté à l'épreuve du temps. Elle constitue une communauté spécifique, organique, qui a une forte conscience de son identité. Comment s'accommoder de la situation qui lui est faite aujourd'hui en Union soviétique et qui résulte de l'intervention violente d'un pouvoir séculier aspirant à éradiquer toute religion ?

Le rattachement forcé de l'Église catholique ukrainienne de rite oriental à l'orthodoxie en 1946 en Union soviétique n'a rien réglé car, d'une part, cette Église a subsisté dans la clandestinité et, d'autre part, une partie des fidèles et même des prêtres des paroisses orthodoxes d'Ukraine occidentale se considèrent secrètement comme catholiques.

5. *Solidarité avec les chrétiens d'URSS*

La célébration du millénaire n'aurait pas toute sa signification s'il n'était pas, avant tout, célébré en union avec les chrétiens d'URSS. Par-delà la prière, ces derniers attendent de nous aussi des gestes de solidarité concrets. L'un d'eux peut consister, notamment, à les appuyer dans les formes adéquates lorsqu'ils demandent une véritable révision de la législation soviétique en matière religieuse. On sait quel poids peut avoir l'opinion internationale dans une telle question. De même il serait difficilement concevable que les appels lancés par les catholiques ukrainiens de rite oriental pour obtenir la légalisation de leur Église ne fussent pas soutenus en Occident.

Par ailleurs, à l'occasion du millénaire, un certain nombre de voyages officiels seront organisés en URSS. Ils peuvent être bénéfiques s'ils permettent de resserrer les liens des chrétiens d'Occident

avec l'Église orthodoxe russe. Il convient cependant de ne pas perdre de vue les conditions dans lesquelles se déroule le séjour de semblables délégations officielles et il importe de ne pas décevoir non plus l'attente de ces fidèles qui craignent que leurs difficultés et leurs souffrances ne soient ignorées au profit d'un exclusif « œcuménisme au sommet ». Les recommandations régulièrement formulées à ce sujet par des groupes de chrétiens d'URSS connus pour leur action en faveur de la liberté de conscience et leurs initiatives dans le domaine de la diffusion de l'instruction religieuse méritent au moins d'être prises en considération. En particulier, ils invitent les hôtes étrangers à ne pas se laisser enfermer dans des programmes minutés à l'avance et à nouer également des contacts non officiels.

*

* *

Malgré les épreuves indicibles auxquelles elles ont été soumises depuis l'instauration d'un régime athée sur la terre où, voici mille ans, Vladimir baptista la Rus, les communautés chrétiennes qui se considèrent comme les héritières de ce baptême manifestent aujourd'hui une étonnante vitalité. Ukrainiens, comme ce Iosip Terelya libéré au mois de septembre, Moscovites, comme les membres du groupe qui entreprend au même moment la publication ouverte d'une revue de culture chrétienne, ces croyants disent jusqu'à quelle profondeur la semence de l'Évangile a été jetée en ces peuples. Or, comme le remarque si judicieusement Pierre Pascal, « le christianisme s'installe dans chaque peuple d'une façon différente. Les livres saints sont partout les mêmes, mais les dogmes ne sont pas énoncés tout à fait identiquement, et la discipline, par la force des choses, varie encore plus. Que penser alors du sentiment religieux ⁵ ? »

La façon la plus respectueuse pour un catholique d'Occident de s'associer à la célébration du millénaire ne serait-elle pas dès lors de reconnaître l'originalité de ce christianisme et d'essayer de dépasser les représentations schématiques et réductrices qui ont trop souvent cours ? Au-delà de ce qui frappe par son exotisme, il faudrait comprendre la signification de ces très longues stations debout dans la prière de supplication pénitente et comment sont intérieurement vécues ces périodes de jeûne rigoureux qui précèdent les grandes fêtes. Il faudrait voir quels saints ont la faveur particulière de ces

5. P. PASCAL, *Civilisation paysanne en Russie. II. La religion du peuple russe*, Lausanne, Slavica, 1975, p. 9.

peuples et quelles vertus — quels « exploits » ascétiques — ils admirent le plus en eux. Il faudrait découvrir à côté des fols en Christ les savants théologiens, les spécialistes chevronnés qui, au milieu du siècle dernier, répondant à l'attrait jamais satisfait des simples fidèles, mettaient à leur disposition une très abondante collection des œuvres des Pères en traduction russe. Et que la cohorte pittoresque et touchante des pèlerins et vagabonds mystiques ne masque pas les solitaires, les reclus, ni les communautés monastiques serrées en essaim comme à Vladimir et à Souzdal ou semées dans l'immensité du Nord ou de la Sibérie et dans lesquelles ne cessait guère de retentir, de l'aube à la nuit, la louange de Dieu.

Quand ils reviennent aux sources de leur baptême, les Russes, les Ukrainiens d'aujourd'hui reconnaissent immédiatement comme leur cette manière particulière d'entendre et d'incarner le message de l'Évangile et ils mettent d'instinct leurs pas dans les traces de ceux qui les ont devancés. Aussi fêteront-ils le millénaire non point avec la nostalgie qu'engendre le sentiment d'un passé à jamais révolu, mais avec foi et espérance en Celui pour qui mille ans sont comme un jour.

René MARICHAL, S.J.

15, rue Porto-Riche

F-92190 Meudon

Yves HAMANT

94, rue Jean Mermoz

F-78600 Maisons-Laffitte

Sommaire. — À l'occasion du millénaire du baptême de saint Vladimir, l'article rappelle à grands traits l'histoire du christianisme en URSS depuis sa pénétration dans la Rus de Kiev jusqu'à l'époque contemporaine. Il formule ensuite les enjeux de ce millénaire et y voit l'occasion pour les chrétiens d'Occident de manifester leur solidarité avec ceux d'URSS.